

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif
 COMITE DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
 PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Linklaters)
 MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II
 ALAIN MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État
 Professeur associé à l'Université Paris-XII

43^e ANNÉE - N° 3 - MARS 2004

Chroniques 5 et 6
 Commentaires 38 à 54
 Pratiques 3
 Actualités 15 à 19

LexisNexis™
 JurisClasseur

LA PORTÉE JURIDIQUE DE LA CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT

(page 5) par Yves JEGOUZO,
 Professeur à l'Université Paris I
 (Panthéon-Sorbonne),
 Conseiller d'État en service extraordinaire
 et par François LOLOUM,
 Maître des requêtes au Conseil d'État

DE L'INJONCTION LÉGALE À L'INJONCTION PRÉTORIENNE : LE RETOUR DU JUGE ADMINISTRATEUR

(page 8) par Camille BROUELLE,
 Docteur en Droit

PRATIQUES : Les collectivités publiques, clients éligibles d'électricité et de gaz (1^{re} partie)

CE Dans la sélection des Commissaires du Gouvernement :

- 48** Les fonctionnaires peuvent-ils contester la féminisation de leurs titres ? (page 23)
- 49** Emplois fonctionnels : les motifs qui peuvent conduire à mettre fin au détachement (page 24)
- 54** Les POS ne sont pas subordonnés aux règlements sanitaires départementaux (page 30)

COMMENTAIRES

39 PROCÉDURE CONTRADICTOIRE
 Application au retrait d'agrément d'un GAEC (page 16)

42 FINANCES LOCALES
 Atténuation de l'obligation de dépôt des fonds libres au Trésor (page 18)

44 DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC
 Nullité d'une concession confiant la construction d'un équipement disproportionné (page 20)

51 PROCÉDURE
 Du nouveau dans la substitution de motifs (page 26)

52 PROCÉDURE
 L'intérêt pour agir des unions syndicales (page 28)

53 SANTÉ
 L'embargo sur le bœuf britannique devant le Conseil d'État (page 28)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 15 à 19	FONCTION PUBLIQUE (page 23)	
		<i>Règles générales</i> : Dans quelle mesure les voies de recrutement dans un corps peuvent-elles être diversifiées ?	n° 47
		Les fonctionnaires peuvent-ils contester la féminisation de leurs titres Note CE	n° 48
		<i>Fonction publique territoriale</i> : Emplois fonctionnels : les motifs qui peuvent conduire à mettre fin au détachement Note CE	n° 49
		<i>Emplois fonctionnels</i> : le maintien de la rémunération en cas de détachement sur un autre emploi fonctionnel Note CE	n° 50
		PROCÉDURE (page 26)	
		<i>Recours pour excès de pouvoir</i> : Du nouveau dans la substitution de motifs Note Daniel Chabanol	n° 51
		<i>Intérêt pour agir</i> : L'intérêt pour agir des unions syndicales	n° 52
		SANTÉ (page 28)	
		<i>Contrôle des produits alimentaires</i> : L'embargo sur le bœuf britannique devant le Conseil d'État Note CE	n° 53
		URBANISME (page 30)	
		<i>Documents d'urbanisme</i> : Les plans d'occupation des sols ne sont pas subordonnés aux règlements sanitaires départementaux Note CE	n° 54
		PRATIQUES (Par Paul Lignières et Philippe Zagury) (page 31)	
		Les collectivités publiques, clients éligibles d'électricité et de gaz (1 ^{re} partie)	n° 3
		Table du nom des requérants	p. 2
		VEILLE LÉGISLATIVE	p. 32
Actualités	n° 15 à 19		
CHRONIQUES			
La portée de la Charte de l'environnement	Chron. 5		
De l'injonction légale à l'injonction prétorienne : le retour du juge administrateur	Chron. 6		
COMMENTAIRES			
ACTE ADMINISTRATIF (page 15)			
<i>Application dans le temps</i> : L'acte administratif fondé sur une interprétation de la norme communautaire démentie par la CJCE	n° 38		
<i>Procédure contradictoire</i> : Application aux décisions de retrait d'agrément des GAEC Note CE	n° 39		
<i>Exécution forcée</i> : L'évacuation par la force d'une église occupée	n° 40		
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (page 17)			
<i>Coopération locale</i> : Le régime des délégations des assemblées des EPCI à leurs exécutifs	n° 41		
<i>Finances locales</i> : Atténuation de l'obligation de dépôt des fonds libres au Trésor Note Michel Bazex et Sophie Blazy	n° 42		
CONTRATS (page 19)			
<i>Qualification de contrat administratif</i> : Nature d'un contrat entre l'État et l'UGAP Note Alain Ménéménis	n° 43		
<i>Délégations de service public</i> : Nullité d'une concession confiant la construction d'un équipement disproportionné Note Alain Ménéménis	n° 44		
<i>Contentieux contractuel</i> : À propos des conséquences de l'annulation d'un acte détachable ..	n° 45		
ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS (page 22)			
<i>Établissements publics</i> : L'Institut de France est un établissement public administratif de l'État ..	n° 46		

Cette revue comporte un encart « Service internet LexisNexis Juris-Classeur »

Index général

“ J ” renvoie à de la Jurisprudence, “ T ” renvoie à des Textes, “ A ” renvoie aux Actualités

Acte administratif	Domaine	Informatique et télécommunications
Acte de gouvernement	15-A, T p. 32	T p. 33
Application dans le temps	Environnement	Marché public
Procédure contradictoire	Charte de l'environnement	Nouveau code
Exécution forcée	chron. 5	Principe d'égalité
Coopération intercommunale	Établissement public	Procédure
41-J	Institut de France	Appel
Concurrence	46-J	Injonction
Concentrations	Finances locales	Intérêt pour agir
T p. 32	42-J	Recours pour excès de pouvoir
Contrat	Fonction publique	Service public
Contentieux	Déontologie	Électricité
45-J	Recrutement	Urbanisme
Qualification de contrat administratif	repère 3, 47-J	Plan d'occupation des sols
43-J	Statut	54-J
Délégation de service public	Territoriale	
Concession	49-J, 50-J	
44-J	Hygiène publique	
	Contrôle des produits alimentaires	
	53-J	

TABLE DU NOM DES REQUÉRANTS

Autret	Institut de recherche pour le	Sté Sogères c/ Commune
n° 39	développement	de Yerres
Billiemaz	n° 45	n° 44
n° 47	Kühne & Heitz NV	Sté National Farmers' Union
Broulhet	n° 38	n° 53
n° 49	Niakate	Union des groupes d'achats
Cazalas	n° 40	publics
n° 48	Nouqué	n° 43
Courville	n° 54	USPAC CGT
n° 50	Préfet du Nord	n° 46 et n° 52
Hallal	n° 41	
n° 51		